

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1196 - 14 mai 1987 - 3 F

D 1196 MEXIQUE: L'ESSOUFFLEMENT DU RÉGIME

Au pouvoir depuis 1926, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est en fait un parti hégémonique contrôlant tout l'appareil d'Etat. Une telle situation ne peut que conduire à la sclérose politique dont les manifestations habituelles sont l'arbitraire policier, la corruption administrative et les candidatures électorales préfabriquées. Sous le coup de la crise financière due à l'effondrement des cours du pétrole et au règlement de l'énorme dette extérieure (le Mexique est le 2e pays, après le Brésil, le plus endetté du monde), cet état de crise n'a pu que déboucher au grand jour. Le tremblement de terre de septembre 1985 était, de ce point de vue, doublé d'un ébranlement majeur du "système" politique (cf. DIAL D 1067). Dans les derniers mois, plusieurs événements ont constitué autant de signaux d'alarme du malaise général grandissant: le débat public sur les élections frauduleuses à Chihuahua, capitale de l'Etat du même nom, en juillet 1986; de très importantes manifestations étudiantes, en janvier et février 1987; des mouvements sociaux du même ordre, en mars et avril derniers; enfin, la naissance récente d'une revendication "démocratique" à l'intérieur même du Parti révolutionnaire institutionnel. Le texte ci-dessous - une correspondance particulière - analyse les différents aspects de la crise du régime mexicain.

Note DIAL

Depuis quelques mois on peut dire que le thème mobilisateur dans l'opinion est celui de la démocratie. En dehors de l'appareil d'Etat, mais aussi à l'intérieur du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), nombre de personnes pensent que le Mexique a perdu sa réputation - voire sa prétention - démocratique. A cet égard, plusieurs événements significatifs sont venus confirmer l'érosion croissante des pratiques démocratiques de la "révolution institutionnalisée".

1. Les élections trafiquées de Chihuahua, en juillet 1986, et d'autres suivantes dans plusieurs Etats du Mexique pour le choix des gouverneurs et des élus locaux. Elles ont montré qu'au-delà d'élections qui n'ont trompé personne, le président De La Madrid cherchait à placer ses hommes afin d'assurer les deux dernières années de son sexennat et de perpétuer le caractère présidentiel et autoritaire du régime.

2. Le débat universitaire et les manifestations étudiantes, en février 1987. Le recteur Carpizo, nouvellement nommé, constate la dégradation continue du système universitaire et propose des réformes importantes qui reçoivent l'aval des milieux intellectuels. Mais les étudiants répliquent sur le thème: l'équipe au pouvoir - notre gouvernement de "technocrates" - est certes titulaire de titres académiques incontestables, mais elle est incapable; oui à la réforme de l'université, mais par des procédés démocratiques, sinon nous reproduirons une fois de plus le système qui

est à l'origine de la dégradation universitaire. Un accord est finalement trouvé: convocation (et préparation) d'un congrès universitaire pluraliste qui jouera le rôle d'une assemblée constituante de la future université. Cette issue dans une négociation difficile a court-circuité le projet gouvernemental de création d'une institution universitaire parallèle.

3. Le refus massif par les Mexicains de la politique économique et financière du gouvernement. En plus de la gêne quotidienne sous le signe d'une austérité de plus en plus pesante, certains événements ont relancé un mécontentement proche de l'éclatement: le relèvement des salaires limité à 28%, alors que l'inflation de 1986 a dépassé les 100%; l'effondrement des prix du pétrole puis du café; les négociations du Mexique avec les organismes financiers internationaux qui l'ont conduit à adhérer au GATT (1); l'exemple du moratoire unilatéral du Brésil sur la dette extérieure, alors que le Mexique s'est plié plus facilement aux conditions du Fonds monétaire international (FMI). Ce refus d'une telle politique n'est pas seulement le fait de l'opinion publique. On le retrouve au sein même du PRI, dans les différentes instances du parti, en particulier le Congrès du travail, et chez de hautes personnalités politiques du système, qui ont fini par exiger l'ouverture d'un débat démocratique à usage interne. Les militants du PRI n'acceptent plus de n'être qu'une instance d'enregistrement des choix de la présidence de la République; ils veulent orienter les décisions du pouvoir qu'ils ont élu.

4. Le problème de la succession présidentielle. Deux ans avant la fin du sexennat, la mécanique du régime procède au *destape* (2), c'est-à-dire à la désignation présidentielle tacite, jamais avouée, du successeur à la présidence. Les cinq noms avancés pour l'instant sont tous ministres, tous amis personnels de De La Madrid; tous antipopulaires et - le moins qu'on puisse dire - peu brillants. A l'intérieur du PRI deux tendances se font actuellement jour: le "courant démocratique", dont les chefs de file sont Muñoz Ledo, ancien représentant du Mexique à l'ONU et ancien président du PRI, et le fils de l'ancien président de la République Lázaro Cárdenas; et le "Front de la jeunesse révolutionnaire", c'est-à-dire les jeunes du PRI. Ces deux tendances se rejoignent sur deux points:

- 1) l'élection des candidats à la présidence de la République n'est pas l'affaire du président de la République, mais celle du PRI sur la base d'un large débat démocratique interne;
- 2) les candidats à la présidence doivent démissionner de leurs responsabilités du pouvoir pour clarifier le problème.

5. Le congrès national du PRI. Devant les risques de déstabilisation du parti, De La Madrid a désigné comme président du PRI son rival de 1982: Jorge De La Vega Domínguez, ancien gouverneur du Chiapas, ancien ministre du commerce de López Portillo, ancien candidat à la présidence de la République. Le PRI en tire la conclusion: le président du parti n'est pas élu par celui-ci, c'est un fonctionnaire du gouvernement nommé antidémocratiquement par le président de la République. Au cours du congrès, des mesures disciplinaires sont prises à l'encontre du "courant démocratique" et du "Front de la jeunesse révolutionnaire" qui sont l'un et l'autre marginalisés dans le PRI, sans toutefois en être exclus. Comme l'une des victimes de l'opération est Cuauhtémoc Cárdenas, le fils du légendaire et historique Lázaro Cárdenas, le climat est à la confusion tant à l'intérieur qu'en dehors du PRI.

Le point 4, comme celui de la succession présidentielle, est probablement celui qui commande tous les autres. Il en résulte:

[1] Accord général sur les tarifs et le commerce (NdT).

[2] Littéralement: débouchage. Dévoilement du nom du candidat aux élections présidentielles, assuré d'être élu puisque dauphin du président sortant (NdT).

1) Du côté gouvernemental, une politique à poigne, au caractère inévitablement policier et répressif, voire corrupteur pour acheter des fidélités utiles au moment des élections. Cette politique se fait sentir jusque dans les coins les plus reculés du pays.

2) Du côté du PRI, une division qui ne dit pas son nom: d'un côté, les inconditionnels qui attendent leur part du gâteau dans le prochain sexennat; de l'autre, les deux courants qui restent sur leurs positions et dont on ne peut pas, pour l'instant, apprécier l'impact ni à l'intérieur du parti ni en dehors.

3) Dans l'opinion publique et dans l'opposition organisée, un certain ressaisissement sur le plan de l'exigence démocratique. Les semaines qui viennent sont déterminantes pour l'opposition de gauche, sous forme d'un front uni des quatre partis de gauche ou, au moins, d'une candidature unique aux élections présidentielles. En toute hypothèse il devrait y avoir du nouveau à l'occasion des prochaines élections: non pas tant dans les résultats, qui sont connus d'avance, que dans le climat social appelé à peser sur l'évolution du prochain sexennat. En d'autres termes, le candidat élu sera évidemment celui du pouvoir actuel, mais il est possible que les conditions de son élection ne lui laissent pas les coudées franches, comme traditionnellement, au cours de son mandat à venir.

(Correspondance particulière - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)